

NOTE D'INFORMATION
LA MINUSCA TENTE DE SURMONTER LES PROBLEMES DE MOBILITE
POUR METTRE EN ŒUVRE SON MANDAT

Bangui, le 23 mai 2018 – La mobilité de Bangui vers l'intérieur de la Centrafrique constitue l'un des principaux défis auxquels est confrontée la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations Unies en Centrafrique (MINUSCA) dans la mise en œuvre de son mandat, à cause de l'état de la plupart des infrastructures routières. Lors de la conférence hebdomadaire de ce mercredi, la MINUSCA a fait le point sur l'impact de l'état des routes, des ponts et des ferryboats sur ses convois logistiques depuis la capitale vers ses 11 bureaux régionaux.

“Sur certains axes, cela ne pose pas de problème. La route nationale 1 permet de circuler sans difficulté. Mais dans ce vaste pays qu'est la Centrafrique, ce n'est pas toujours le cas. L'état des routes ou des pistes, le manque de ponts affectent considérablement le travail de la Mission. La mobilité des casques bleus, essentielle pour pouvoir prévenir les attaques contre les civils, devient compliquée”, a indiqué Paulo O. Martins, du centre de soutien de la MINUSCA. La saison des pluies aggrave la situation, particulièrement dans la partie orientale. Selon les chiffres de la Mission, dans l'ouest de la Centrafrique, la différence entre un voyage en saison sèche et un voyage en saison de pluies est d'un voire deux jours. “Par contre, pour Bangassou, ville de l'est située à 700 km de la capitale, le voyage passe de sept jours en saison sèche à 14 jours pendant la saison des pluies. Birao, au nord-est, est tout simplement inaccessible pendant les pluies alors qu'il faut 13 jours pour y accéder en saison sèche”, selon la MINUSCA.

Pour faire face à ces difficultés logistiques, les compagnies de génie de la Force de la MINUSCA “travaillent régulièrement pour réhabiliter les routes et arranger les ponts pour permettre la mobilité” à l'est, au centre et à l'ouest du pays. “C'est un travail pour permettre à la MINUSCA mais aussi aux autorités et à la population centrafricaines de se déplacer”, a souligné ce responsable. Le fonctionnaire de la Mission a par ailleurs indiqué que le recours aux avions pour l'acheminement des équipements ne peut être une alternative vu la taille des pistes des aérodromes. “Dans ce cas, nous ne pouvons transporter que des quantités très limitées”, a-t-il ajouté.

Pour sa part, le porte-parole de la MINUSCA, Vladimir Monteiro, est revenu sur les contacts en cours depuis vendredi, tant à Bangui que dans les préfectures, entre le leadership de la MINUSCA et les acteurs centrafricains pour évoquer la situation actuelle dans le pays. « Le Représentant spécial du Secrétaire général a reçu une délégation du Groupe de travail de la société civile lundi, après la

rencontre de vœux de bonjour avec des responsables de partis politiques, dans le cadre du G5+ RCA. Le Représentant spécial adjoint s'est rendu ce mercredi à Paoua, après Ndélé la semaine dernière. Pour sa part, le Commandant de la Force de la MINUSCA s'est rendu lundi à Bambari où il a transmis un message fort aux différents interlocuteurs sur la détermination de la Mission à ce que Bambari reste une ville sans groupes armés », a rappelé le porte-parole.

La MINUSCA a par ailleurs salué la prestation de serment, le mardi 22 mai, des six officiers de police judiciaire (OPJ), en soulignant que « cette prestation de serment rend désormais opérationnelle l'Unité spéciale de police judiciaire bras opérationnel de la Cour pénale spéciale en matière d'enquête ». « Le fait que cette prestation de serment coïncide avec l'examen par la Commission des lois de l'Assemblée Nationale, du projet de Règlement de Procédure et de Preuve de la CPS transmis au Parlement par lettre du 15 mai 2018 révèle un progrès dont la MINUSCA se réjouit et voudrait féliciter les plus hautes autorités nationales », a précisé le porte-parole.

Le porte-parole a également présenté les chiffres sur les incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, estimés à 95 et ayant affecté au moins 124 victimes du 16 au 22 mai. « Les auteurs présumés sont les éléments des groupes armés et des agents de l'Etat », a ajouté le porte-parole. Il a également annoncé la tenue d'une formation de deux jours sur le suivi, la vérification et la notification des violations graves des droits de l'enfant, organisée par la MINUSCA, en collaboration avec l'UNICEF, dans le cadre de la mise en œuvre du mécanisme de suivi et d'information.